

CE MONDE QUI BOUGE

Tunisie, Constitution,
le faux nez islamiste

Par Hassane Zerrouky

«Les promesses n'engagent que ceux qui y croient», disait l'ex-ministre de l'Intérieur Charles Pasqua.

Il en est ainsi de ceux qui ont pris pour argent comptant les propos de Rached



Ghanouchi quand il déclarait avec une belle assurance qu'il se contenterait de la formulation «l'Islam est la religion et l'arabe la langue officielle du pays». Celui qui a été accueilli en novembre dernier comme un chef d'Etat en Algérie, pronostiquant une victoire de ses frères islamistes algériens sans que nos gouvernants ne le remettent au moins gentiment à sa place, tombe le masque. Ceux, à vrai dire peu nombreux initialement parmi les démocrates tunisiens, qui redoutaient au lendemain de la victoire d'Ennahda que ce dernier ne soit tenté de pousser son avantage, avaient vu juste ; et la question de la place de l'Islam dans le projet de Constitution préoccupe de nombreux Tunisiens, notamment les femmes qui craignent une remise en cause des acquis hérités de l'ère Habib Bourguiba.

Qu'on en juge. «La religion ne relève pas du domaine privé, mais d'un ordre public et d'un mode de vie ; celui qui cherche à isoler la politique de l'Islam attente à la structure de la pensée islamique», assurait le 28 février Sahbi Atig le chef du groupe parlementaire d'Ennahda. «Nous voulons appliquer progressivement la Charia. Cette dernière doit se faire selon trois références fondamentales, qui sont le Coran, la Sunna et l'unanimité des savants de la Umma islamique et doit émaner d'une demande du peuple», a renchéri de son côté le député et dirigeant du parti, Sadok Chourou. Ajoutant que les peines telles que «couper les mains des voleurs ou flageller les femmes adultères ne peuvent être appliquées si le contexte socio-économique ne s'y prête pas». Ouf ! Et afin qu'il n'y ait aucun doute sur les intentions de son parti, le chef d'Ennahda, Rached Ghanouchi, a assuré que «l'article 1 de la Constitution stipule que la Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain : sa religion est l'Islam, sa langue l'arabe et son régime la République, pourrait mentionner que la Charia est la source principale de la législation tunisienne». Fini donc ce temps – c'était le 4 novembre dernier – où le même Ghanouchi déclarait : «Nous sommes tous d'accord pour conserver l'article 1^{er} de la Constitution, qui déclare que l'Islam est la religion et l'arabe la langue officielle du pays» et qu'«il n'y aura pas d'autres références à la religion dans la Constitution». Pour ne pas être en reste, d'autres partis se sont engouffrés dans la brèche. Ainsi en est-il du groupe de la Pétition populaire (26 députés, troisième force parlementaire) du milliardaire basé à Londres Hachemi Hamdi, un ex-proche de Ben Ali, qui revendique que «l'Islam soit la principale source de la législation» ou le groupe Liberté et dignité (12 députés), qui veut que «le Coran, la Sunna et l'unanimité des fuqaha (jurisconsultes)» soient «les principales sources de législation». Et même le minuscule parti Union patriotique libre, qui ne dispose que d'un siège de député, s'est prononcé pour l'adoption de la Charia dans la Constitution ! En bref, que du beau monde !

Pris de court et dépités, ses deux alliés au sein du pouvoir, le Congrès pour la république (CPR) du président Moncef Marzouki, et Ettakatol du président du Parlement Mustapha Benjaafar refusent une «instrumentalisation de l'Islam à des fins politiques» et demandent «à séparer le religieux du politique».

A gauche, le Parti démocratique progressiste (PDP), ainsi que d'autres formations se revendiquant de la mouvance démocratique républicaine se mobilisent pour empêcher une confiscation de la «révolution du 14 janvier». Reste que des propos tenus il y a quelques mois par des dirigeants d'Ennahda étaient on ne peut plus clairs et auraient dû sonner comme un avertissement. Il en est ainsi du ministre de l'Enseignement supérieur Moncef Ben Salem qui déclarait que «Bourguiba est d'origine juive et tripolitaine», qu'«il haïssait l'Islam et l'arabisation» et qu'«il a occidentalisé le pays – notamment en matière des droits de la femme – sur ordre de Mendes-France» ! Bienheureux Bourguiba qui n'est plus de ce monde pour entendre de pareilles sottises.

H. Z.

OBSERVATOIRE DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Une charte de principe
pour des actions concrètes

L'Observatoire des violences faites aux femmes (OVF) ainsi que des féministes ont décidé, à la veille de la Journée de la femme, de sensibiliser l'opinion publique sur la charte d'adhésion à l'OVF.

F-Zohra B. - Alger

(Le Soir) - Confrontées depuis des décennies à toutes les formes de violence, des féministes ont décidé de se mobiliser davantage pour dénoncer ces pratiques souvent impunies et qui se font au vu et au su de la société et des autorités.

En 2010, et après l'agression contre les travailleuses da Hassi Messaoud, une trentaine d'associations réunies autour de ce problème ont décidé de créer le collectif Solidarité avec les femmes de Hassi Messaoud.

«Mais nous n'avons pas su comment avancer alors que nous étions convaincues qu'il y aurait d'autres violences. Et on a réfléchi à une instance pour avancer dans la réflexion. Par ailleurs, Il y a eu d'autres cas de violence sans que les autorités décident à prendre sérieux

sement le problème en charge.

On a donc dû réfléchir à la création d'une instance de veille, même informelle. Instance qui a été créée en 2010», a déclaré Cherifa Khaddar, porte-parole de l'Observatoire des violences faites aux femmes.

Les membres du mouvement ont voulu, par la suite, demander un agrément, une requête, qui, cependant, n'a pas abouti. Elles préciseront de ce fait que l'instance de veille et de réflexion se fixe comme objectif de traduire et consacrer les droits par acquis et de renforcer l'arsenal juridique en Algérie.

«On a réfléchi à la rédaction d'une charte de principe de l'Observatoire des violences faites aux femmes. La charte a été finalisée au mois de février dernier... Les modifications du

code de la famille ne sont pas en conformité ni avec la Constitution algérienne ni avec les conventions internationales», expliquera aussi, Cherifa Kheddar.

Elle précisera, par ailleurs, qu'elles n'ont pas été associées à un quelconque programme officiel concernant les violences faites aux femmes.

Par ailleurs, l'adhésion à l'observatoire ou à l'instance de veille se fera sous la condition de la souscription à la charte, ont expliqué les intervenantes.

Par ailleurs, les objectifs de la charte d'adhésion à l'observatoire des violences faites aux femmes s'articulent autour d'un plaidoyer pour que le pouvoir législatif se conforme à la convention internationale sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes qu'il a ratifiée, établir des bases de données des violences faites aux femmes en Algérie d'après des données fiables ainsi que de susciter un débat public autour des vio-

lences faites aux femmes en vue de contribuer à la réalisation de l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le texte de la charte sera distribué et mis en ligne pour une souscription et pour être membre de l'Observatoire. Cette procédure permettra, par ailleurs, de créer officiellement l'Observatoire qui sera une garantie contre les violences faites aux femmes.

Le collectif organise, en outre, aujourd'hui, un rassemblement à la Grande-Poste à 13 heures pour dénoncer les violences faites aux femmes. Elles ont, par ailleurs, rendu hommage à Nassima Messaoudi, atrocement assassinée et mutilée au mois de décembre dernier par son mari à Kouba. Les membres de l'Observatoire comptent aussi mobiliser un collectif d'avocats «en vue de soutenir la famille de la victime et de veiller à ce que justice soit rendue», ont-elles précisé.

F.-Z. B.

CONTRÔLE DES RETOURS APRÈS VISA

Décryptage

L'on ne saura jamais si le nouveau dispositif mis en place par les services consulaires français consistant à contrôler les retours effectifs des bénéficiaires de visas après leur visite en France concerne uniquement les Algériens ou les citoyens d'autres pays et surtout quels sont les pays soumis à cette règle.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

En effet, questionné au point de presse de mardi par un journaliste qui lui demandait «si ces mesures ne concernaient que les Algériens», le porte-parole du Quai d'Orsay a plus qualifié cette mesure de «non-discriminatoire, une pratique ancienne et universelle».

Mais pour le coup, l'on ne saura pas en direction de quel pays cette mesure est appliquée, même si le porte-parole ajoute qu'il ne «s'agit pas d'une pratique qui

concerne le seul consulat général de France à Alger» et que «la quasi-totalité des consulats français y ont recours». Et pour convaincre, le Quai d'Orsay ajoute :

«Il ne s'agit pas d'une disposition récente mais au contraire d'une pratique ancienne. Il suffit pour s'en convaincre de lire le rapport du sénateur Gouteyron de 2007 qui est toujours disponible sur le site internet du Sénat et une instruction de mai 2011 qui vise à harmoniser cette pratique de manière à ce qu'il n'y ait pas de disparités entre ce que fait tel de nos consulats ou tel autre partout dans le monde.» Et c'est bien là

que réside le problème. En fait, jusqu'à cette instruction de mai 2011, l'Algérie n'était pas concernée et depuis, l'on a appliqué la mesure à nos citoyens sans que l'on sache d'ailleurs qui nous accompagne dans cette nouvelle charrette des nouveaux contrôles de retour. Comme pour atténuer le choc, le porte-parole précise que «chaque année, le consulat général délivre 100 000 visas et ce contrôle n'a porté que sur 4,2% de ce total». Mais très généreux et soucieux de l'intérêt des demandeurs de visa eux-mêmes, le porte-parole conclut : «C'est une pratique qui est la plupart du temps utile pour les demandeurs de visa eux-mêmes parce que cela permet d'éclaircir telle ou telle zone d'ombre dans un dossier de demande de visa.» Tout est dans «ces zones d'ombre».

K. B.-A.

DROITS DE L'HOMME AU SAHARA OCCIDENTAL

Quand s'effondre le mur

La missive écrite par le ministre sahraoui et rendue publique à Bruxelles ne peut pas rester lettre morte...

De notre bureau de
Bruxelles, Aziouz Mokhtari

«Au Sahara occidental, relate M. Sidati, on compte, aujourd'hui, 82 détenus politiques répartis dans différentes prisons du Maroc et du Sahara occidental (sous occupation, ndr)».

«Vivant dans des conditions infrahumaines, poursuit le responsable sahraoui, enfermés dans des lieux sinistres.» «L'Etat marocain, a-t-il encore rappelé, les soumet quotidiennement aux menaces, aux chantages, aux abus et à l'humiliation».

«Le 23 février, tient à préciser Mohamed Sidati, les autorités d'occupation ont réprimé

violemment, dans la ville de Laâyoune occupée, des manifestants qui voulaient exprimer pacifiquement leur solidarité avec les 82 détenus politiques sahraouis».

La barbarie et la sauvagerie ont été atteintes lorsque «les forces de sécurité ont investi le lieu où se déroulait une réception en l'honneur et pour l'accueil des familles venues des campements de réfugiés», de l'autre côté du mur...

Pour rappel, relevons comme le ministre sahraoui délégué par l'Europe que, jusqu'au jour d'aujourd'hui, «la presse, les ONG, les observateurs neutres sont interdits d'accès au territoire sahraoui occupé».

En conclusion et en définitive, le Front Polisario en Europe demande de façon «pressante» et «solennelle» à l'Union européenne «d'intervenir en toute urgence, afin de venir en aide et d'assister une population en danger et de «contraindre la Maroc à libérer, rapidement et sans conditions, les prisonniers politiques sahraouis».

La lettre du représentant du Polisario et de la RASD rappel-

le, enfin, la cas des détenus de Gdeim-Zink et ceux de la sinistre prison noire (Carcel Negra).

Gdeim-Zink, pour l'histoire, est le premier grand soulèvement contre la répression, la dictature, les violations des droits de l'Homme.

Le «Rabbie» arabe a-t-il du mal à humer les belles senteurs du printemps sahraoui ?

A. M.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Abi et Yousfi ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur très chère tante, mère, grand-mère et sœur

Abi Saâdia,

survenu le 6 mars 2012, à l'âge de 82 ans. L'enterrement a eu lieu le 7 mars 2012.

Prière à toutes celles et tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et de prier Dieu, le Tout-Puissant, de l'accueillir en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.